l'hérésie peut le donner dans les défenseurs des hérésies qui se sont élevées contre elle. Dès qu'elle condamnait leurs erreurs ils découvraient qu'elle était non seulement faillible, mais tombée, quoiqu'elle ne le fût pas auparavant. Aussitôt qu'ils étaient assez nombreux ils chargeaient invariablement son autorité et cherchaient à confondre l'église de Dieu, en promulguant et établissant des lois d'un caractère ecclésiastique, mais qu'ils imposaient à leurs propres membres avec une tyrannie dont on ne trouve aucun équivalent dans les annales de celle-là. Ils ne pouvaient pas s'élever à sa hauteur, mais ils voulaient la rabaisser à leur niveau, en refusant de reconnaître en elle cette infaillibilité qu'ils n'osaient pas réclamer pour eux-mêmes. A toutes les pages des écrivains chrétiens des premiers siècles qui font connaître sa doctrine, son infaillibilité est toujours considérée comme une chose reconnue et hors de discussion. Je m'éloignerais de l'objet que j'ai dans ces lettres si je donnais beaucoup d'extraits de leurs écrits pour prouver la vérité de ce que je viens d'avancer. Mais je ne manquerai pas de le faire si quelque *raisonneur privé*, n'étant lui-même guère bien connaître les ouvrages des auteurs chrétiens de ce temps, veut nier ce que je viens de dire. (A continuer.)

OPINION DE LA PRESSE.

LES DEUX MANIFESTES.

" Toute division entre les libéraux de
" toute nuance doit être soigneuse-
" ment évitée. . . . . .
" Puisque la majorité des représentants
" veut encore essayer d'une com-
" binaison qui a été si inefficace de-
" puis quatre ans, REUNISSONS-
" NOUS A CETTE MAJORITÉ ; QUE
" NUL DISSENTIMENT NE TROUBLE
" L'UNIFÉ DE LEURS EFFORTS."

EXTRAITS DU MANIFESTE DE M. PAPINEAU, du 20 déc. dernier.

Peuple, écoutez bien ce sage conseil, et n'en dévient pas bien qu'aujourd'hui le même homme vienne vous prêcher une doctrine differente. Quand M. Papineau donnait cet excellent avis à ceux qui le sollicitaient de prendre part aux affaires de l'état, nous le croyions sincère, et tout en pensant que sa réapparition sur la scène politique, avec ses vieilles idées, ne pourrait produire aucun bien, nous étions persuadés qu'il se tiendrait dans les bornes qu'il prescrivait aux autres, qu'il travaillerait à ce que " nul dissentiment ne troublât l'unité des efforts des réformistes." Il faisait entendre par là qu'il donnerait son appui au parti Libéral, au parti de la réforme, que tout arrangement politique qui nous conduirait aux réformes projetées, était bon pour lui. C'était une espèce d'engagement de soutenir une administration libérale que M. Papineau prenait devant le pays et plus spécialement devant les deux comtés auxquels il s'adressait : on y voit une promesse en quelque sorte, " d'éviter soigneusemet toute division entre les libéraux de toute nuance." Nous avions raison de dire alors qu'il se jugeait aussi bien que tout autre, puisqu'il croyait devoir *hésiter* à se rendre à l'invitation de rentrer dans la vie publique. Il se sentait trop faible pour résister à la tentation de la dictature, il se sentait trop orgueilleux pour céder quelque chose de ses *idées*, pour composer et s'entendre avec ses amis, il se sentait trop impatient, trop turbulent pour laisser fonctionner sans opposition un gouvernement populaire ; en un mot il reconnaissait, chez lui, la vérité de ces vers du chantre de Médée :

Video meliora proboque : deteriora sequor.

En effet, il disait dans son manifeste de décembre : "Il faut " donc soutenir dans votre comté comme dans tous les au- " tres du pays des candidats qui vous seront connus pour " vouloir se rallier à un ministère qui a lutté avec énergie " contre le gouverneur Metcalfe et contre sa pratique inconsti- " tutionnelle d'essayer à gouverner par d'autres conseiller que " ceux que lui avait donnés le pays. Il faut que vous vous " efforciez de reporter les mêmes hommes au pouvoir . . . . .

" Dans tout ce qu'ils ont fait en chambre, dans les con- " ditions qu'ils ont mises à leur entrée dans le ministère, " dans le NOBLE DESINTÉRESSEMENT avec lequel ils ont re- " mis leurs charges, je les approuve." Qui n'aurait pas cru alors que M. Papineau voulait un ministère libéral, qui fonctionnerait comme il a fonctionné sous sir Charles Bagot, surtout lorsqu'il disait plus haut : "L'administration, ou le gouvernement responsable " a, pendant un trop court intervalle, " heureusement fonctionné sous sir Charles Bagot, elle a " cessé de le faire depuis. Son successeur, bientôt après " son arrivée, écrivit qu'il y avait un antagonisme entre lui et " des ministres qui avaient l'appui et la confiance d'une " grande majorité des représentans. Ces ministres servent les " intérêts de la colonie bien sérieusement. La chambre les " approuva. C'était le tribunal légitime qui, en première " instance, était compétent à décider entre eux et le gouver- " neur. Il eût dû les rapporter à leur poste. Il ne le fit " pas, se mit en collision avec la chambre, et dès lors cessa " d'être propre à continuer l'administration du pays, qui " dans les élections générales continua le vote d'approba- " tion qu'avaient reçu de leurs collègues les ministres ré- " signataires. Le pays n'a pas et ne doit pas changer de " sentiments."

Nous fesons ces citations pour rappeler aux lecteurs l'admiration que M. Papineau était obligé de montrer en décembre dernier, pour la noble conduite du cabinet de sir Charles Bago', l'administration La Fontaine-Baldwin. Il savait qu'alors on ne pouvait être élu qu'à ce titre, dans les comtés de St. Maurice et de Huntingdon. Que cet aveu fut sincère ou affecté, ce semblant d'adhésion aux principes libéraux a toujours servi à faire entrer M. Papineau dans la vie publique et à le faire élire dans un comté. Nous ne dirons pas que ceux qui l'ont élu ont eu tort de le faire, son *hésitation* à se rendre à leurs vœux devait les persuader de sa bonne volonté à défendre leurs intérêts et leur politique. La politique du comté de St. Maurice était, et doit être encore, celle du parti libéral réformiste, il l'avait exprimé dans une assemblée publique, avant les élections générales, par une résolution approuvant la marche du parti de la réforme, le parti La Fontaine-Baldwin. C'était là la politique que le comté de St. Maurice offrait à M. Papineau. Y a-t-il été fidèle ? Jusqu'aujourd'hui, nous avons hésité à le dire, nous voulions une preuve bien certaine avant de nous prononcer.

Il n'y a plus de doute, le masque est levé, M. Papineau veut suivre une autre marche que celle du parti libéral, il veut former un autre parti dont il serait le coryphée, le dictateur. Il appelle nos chefs des " politiques profonds comme l'abyme, muets comme la tombe, étouffant les mesures qui naissent dans Québec et dont il ne peut comprendre les vues." Il prétend que lui seul est à la portée du peuple, que lui seul connaît les intérêts du peuple et est capable de les promouvoir. Nous prouvons cette assertion en référant à son nouveau manifeste publié dans cette feuille. M. Papineau dit aujourd'hui qu'il n'a pas assez de clairvoyance pour deviner les secrets de nos chefs politiques ! Serait-il devenu plus aveugle ou moins clairvoyant aujourd'hui qu'au moment des élections générales, où il concourait dans toutes les réformes projetées? serait-il moins clairvoyant que lorsqu'il recommandait de " se rallier à un ministère qui a lutté avec énergie contre le gouverneur Metcalfe, et de reporter les mêmes hommes au pouvoir."

Serait-il moins clairvoyant que lorsqu'il approuvait tout ce qu'ils ont fait en chambre, les conditions qu'ils ont mises à leur entrée dans le ministère, le noble désintéressement avec lequel ils ont remis leurs charges ? Il règne dans tout son dernier écrit un sentiment peu noble, peu patriotique et assurément peu digne de lui. Oui, il est devenu moins clairvoyant, aveuglé qu'il est par un amour-propre piqué, une espèce de haine et de jalousie, ou de quelqu'autre sentiment que nous ne comprenons pas, contre nos hommes d'état qu'il qualifie de jongleurs, d'ambitieux, de politiques profonds comme l'abîme, d'incompréhensibles, d'apathiques, etc. M. Papineau ne comprend pas nos hommes politiques d'aujourd'hui. Il ne voit pas leur but ! Mais ou veut-il en venir lui-même ? quel est son but ! L'agitation immédiate du rappel de l'Union, mais il sait et dit que *sous les circonstances actuelles* il ne l'obtiendra pas. Ce serait donc mettre le peuple dans l'agitation ou dans le malaise immédiatement pour rien. Ce but-là n'est assurément pas assez profond pour n'être pas aperçu, mais qu'y a-t-il plus loin ? nous avouerons que le reste n'est plus visible pour nous, au risque de nous faire dire par quelque petit pédant, que de la logique et des principes politiques sont du grec pour nous. Nous découvrons bien l'autres vues chez M. Papineau, mais comme elles sont toutes personnelles et égoïstes, on nous permettra de nous abstenir.

M. Papineau a tout changé son programme comme on peut le voir en comparant nos citations du manifeste de décembre avec celui d'aujourd'hui. Nous avons souligné les mots NOBLE DESINTERESSEMENT, que M. Papineau admirait alors dans les ministres qui ont résigné leurs charges sous lord Metcalfe, qui ont lutté avec energie contre ce gouverneur, et contre MM. Viger et Papineau qui le soutenaient de leur influence, nous avons souligné ces mots, disons-nous, pour les faire contraster avec la maligne et insidieuse insinuation qu'il y a dans cette phrase du dernier manifeste : " que j'applaudissais à la détermination qu'avaient prise MM. Vige " et Papineau, de donner leur appui à l'administration de " lord Metcalfe, puisqu'ils restaient au ministère plus long- " temps que NE LE SOUHAITAIENT CEUX QUI BRULAIENT " D'ENVIE ET DE DESIR DE LES REMPLACER." . . . .

Déterminé aujourd'hui à leur faire de l'opposition, il se repent d'avoir vanté leur " noble désintéressement " et vient dire au public, par une odieuse contradiction, qu'ils ont lutté, non pour le principe, non pour empêcher " la pratique inconstitutionnelle de lord Metcalfe d'essayer à gouverner par d'autres aviseurs que ceux que lui avait donnés le pays" mais qu'ils auraient lutté pour l'amour des emplois, parce qu'ils brûlaient d'envie et de désir de remplacer MM. Viger et Papineau ! L'insinuation est d'autant plus odieuse qu'elle est mensongère et qu'elle est lancée dans le public dans la vue de dépopulariser des ministres qui jouissent de sa confiance la plus entière. Tout le parti libéral, qui a pris part à cette lutte, est concerné dans cette attaque. C'est à regret que nous voyons M. Papineau se fourvoyer de la sorte ternir un nom qu'il eût pu conserver si glorieux dans la vie privée. " Non seulement, disait-il en décembre, je ne désire " pas entrer dans la vie publique, mais je désire n'y pas en- " trer. Je crains de n'y pas faire de bien, quand je diffère " sur un point aussi important de ceux avec qui j'ai si long- " temps agi de concert, dont je connais, dont je respecte le " DEVOUEMENT A LA PATRIE." En entrant dans la vie publique, tout a changé pour M. Papineau, il ne reconnaît plus, il ne respecte plus le même dévouement à la patrie dans les mêmes hommes chez qui ce noble sentiment était si fort et si respectable en décembre. Aujourd'hui ce sont " des dé- " moralisateurs, des apathiques, des politiques profonds com- " me l'abime et muets comme la tombe, qui étouffent tou- " tes les mesures qui naissent dans Québec."

En décembre, M. Papineau, disait encore : " Il est donc " de stricte justice de lui donner (au ministère libéral) l'oc- " casion de prouver qu'il peut, comme il est certain qu'il " veut, faire beaucoup de bien. . . . . Les probabilités sont " si grandes que nos amis politiques vont se trouver plus " forts dans le prochain parlement qu'ils ne l'étaient numé- " riquement dans le dernier, que je les vois au pouvoir et à " l'œuvre . . . S'ils ne réussissent pas, ce sera alors tous en- " semble, peuple et représentants, constituants et cons- " titués, qu'il n'y aura plus à différer sur les moyens " d'organiser l'opposition la plus vigoureuse possible, res- " treinte dans les limites de la légalité." M. Papineau avait donc donné sa parole qu'il ne ferait pas d'opposition au ministère libéral avant de lui avoir laissé, " ce qui est de stricte justice, l'occasion de prouver, pendant ce parlement-ci, qu'il peut faire beaucoup de bien." Par malheur il ne peut résister à la manie de l'agitation, il vient dès aujourd'hui déclarer une opposition dans un langage injurieux au parti de la réforme, avant même que les nouveaux ministres aient pu prendre leurs siéges dans l'enceinte parlementaire. C'est inexplicable. M. Papineau manque à sa parole. Il a vraiment trop d'ardeur, il vieillit . . . . et voudrait faire, dans les quelques années qui lui restent, tout ce qu'il prévoit pour l'avenir.

Il y a quelques naïvetés remarquables dans l'écrit de M. Papineau ; par exemple il nous déclare que " sa formule, *à lui*, c'est de prêter appui cordial à toutes celles des mesures du ministère La Fontaine-Baldwin, qui lui paraîtront bonnes ; et libre censure avec refus d'appuyer celles qui lui paraîtront mauvaises." Vraiment M. Papineau croirait-il le peuple Canadien aveugle, croirait-il que cette formule est à lui seul, que le peuple Canadien a fait un acte de foi aussi absurde que celui qu'il met à son service ? L'amour-propre est un fort mauvais guide qui a tourné bien des têtes ! ! . . . . . .

M. Papineau nous dit aujourd'hui d'agiter des mesures qui embrasseront le gouvernement responsable, qui n'est qu'une tromperie, suivant lui, ne l'écoutez pas, il vous avait dit plus sagement il n'y a que quelques mois : " évitez soigneusement toute division entre les libéraux de toute nuance, reportez au pouvoir les hommes nobles et désintéressés qui ont lutté contre lord Metcalfe, il est de stricte justice de leur laisser l'occasion de prouver qu'ils peuvent faire du bien." Souvenons-nous de la mauvaise tactique du passé, des maux qu'elle nous a causés, des injustices déplorables qui en furent la suite. Avant de retourner dans cette galère, il est bon d'essayer de quelqu'autre combinaison. Du passé n'en parlons pas pour aujourd'hui.

Notre seule intention pour le moment est de mettre M. Papineau en contradiction avec lui-même, de mettre ses deux manifestes en regardet d'exprimer notre désapprobation complète de son dernier document dont le ton et la teneur démontrent de la malice, etc. M. Papineau nous avait déjà fait soupçonner l'existence de ces sentiments chez lui, mais nous pensions qu'il serait assez fort pour les contenir. Nous avons attendu qu'il les manifestât pour y croire, et c'est avec la plus grande répugnance que nous commençons aujourd'hui à combattre ses idées, bien que déjà on nous ait accusé mensongèrement de l'avoir attaqué violemment. Le programme que nous avons à défendre est bien connu, c'est celui du parti libéral, celui de la réforme et du progrès, celui que nous avons adopté et suivi depuis que nous existons. Dans le moment actuel, nous sommes contre l'agitation immédiate du rappel de l'Union. Notre formule n'est ni plus ni moins libérale que celle de M. Papineau : approuver et favoriser ce qui nous paraît bon et censurer ce qui nous paraît mauvais ! ! !

Nous avions espéré jusqu'aujourd'hui que M. Papineau nous épargnerait le déplaisir de le combattre, en se tenant dans de justes bornes ; nous avons gardé envers lui une réserve même plus grande que la sienne envers notre parties que celle de ses défenseurs envers notre journal ; nous avons marché à son côté, attendant une attaque directe pour engager la lutte. Il nous jette le gant, nous le relevons. Nous sommes cependant convaincu que le peuple, qui combat depuis 1843 pour ramener l'ordre de choses actuel, pour renverser un pouvoir odieux et impopulaire, et pour en former un de son choix, aura la consistance de ne pas détruire aujourd'hui ce qu'il a établi hier, mais il aura le bon sens de travailler à le maintenir, en " évitant soigneusement toute division parmi les libéraux de toute nuance," quelque soit le nom qu'on mette sur la nouvelle bannière. Pour notre part, c'est la tâche que nous nous prescrivons.

Nous ferons remarquer à nos lecteurs, qui seront aussi contrariés que nous de voir cette nouvelle lutte engagée, qu'en 1843, lorsque la *Minerve* s'est posée l'adversaire de M. Viger, qui par ses intrigues a été, tout en cherchant à diviser le pays, la première cause de la résignation du ministère La Fontaine-Baldwin, mille et mille clameurs se sont élevées contre nous. Nos meilleurs amis blâmaient alors notre conduite, nous accusaient de témérité, mais nous le pensions dans le tort, c'était notre devoir de le combattre, nous n'avons pas reculé devant cette tâche pénible. Le temps a malheureusement prouvé que nous avions raison, que M. Viger avait de fort mauvais guides dans sa conduite, la haine, la vanité et la jalousie, qu'il met maintenant au service de son cousin, M. Papineau. *Minerve.*

(*De la Revue Canadienne.*)

Nous publions plus bas un document, qui sans doute étonne nos lecteurs autant qu'il nous a étonné nous-mêmes. Ils ne pourront non plus en le lisant se défendre d'un profond sentiment de regret. M. Papineau, cette fois, ne met plus de frein à sa fureur désorganisatrice et jalouse, à sa haine farouche, à sa rage cruelle contre l'ordre de chose actuel. C'est inconcevable. Se peut-il qu'un homme de son âge, de son expérience, de sa capacité s'aveugle à tel point que de croire qu'aucune partie du peuple du Bas-Canada puisse approuver un pareil dévergondage d'idées et d'opinions politiques ? Se peut-il, qu'oubliant sa dignité, ses services passés, le respect qu'il doit avoir pour le nom canadien et nous pouvons bien ajouter pour sa propre réputation, il ait écrit, avec sa raison, cette diatribe furibonde, échevelée, monstrueusement absurde et ridicule ? Sans sa signature, nous ne l'aurions jamais cru. Mais c'est l'œuvre d'un cerveau malade de surexcitation, exalté jusqu'au délire, frénétique au plus haut point, que la passion emporte et qui ne se commande plus. N'est-ce pas la plus déplorable fatalité qui pousse cet ancien défenseur de nos droits dans une voie, où il doit inévitablement se perdre dans l'opinion du pays entier. M. Papineau par sa conduite actuelle se condamne à une complète impuissance dans la politique canadienne ; il abdique tout pouvoir et toute autorité ; helas ! il fait plus, il devient le plus dangereux ami de ses compatriotes.

Point n'est besoin de discuter un tel écrit. Nous l'aurions publié sans mot dire, s'il n'avait pour tendance et pour but de jeter, au milieu d'une société paisible et tranquille, la discorde, les haines, les divisions, les tempêtes. A cause de cela, il faut le signaler à la réprobation générale. C'est donc ainsi que M. Papineau voulait donner un *fair trial* au gouvernement responsable ! c'est en le vouant à l'anathème et à l'exécration publique qu'il prétend aider ses amis du parti libéral à consolider la victoire, à profiter de la paix qui l'a suivie, pour cicatriser les blessures de la patrie et réparer les maux du passé !

Nous le demandons maintenant : avions-nous tort, après le fameux manifeste publié par M. Papineau en décembre dernier, de dire aux électeurs du comté de St. Maurice de ne pas forcer ce monsieur à rentrer dans la vie publique ? En le faisant ils lui ont rendu un fort mauvais service. Avions-nous tort à la fin de la dernière session, d'élever courageusement la voix et de dire que M. Papineau témoignait de l'acharnement contre l'administration actuelle et que sa marche politique était hostile aux vrais intérêts de ses compatriotes? Avions-nous tort de nous en plaindre et de la signaler ? c'est au public à juger après avoir lu ce dernier manifeste.

L'YUCATAN.—M. Cass a parlé en faveur de l'occupation et fait valoir l'éternel argument des desseins ambitieux de l'Angleterre, et de la nécessité de les prévenir. C'est toujours la même histoire rhabillée à l'usage de la circonstance. Seulement M. Cass aurait pu compléter son argumentation, en ajoutant qu'il s'agissait, non plus de combattre les progrès de l'Angleterre, mais d'empêcher en même temps les empiètements de la royauté. Les Indiens de l'Yucatan viennent en effet de se donner un monarque, qu'ils ont baptisé du nom de Tutulxiu, en mémoire de celui qui régnait lors de la conquête espagnole. Ce roi a été couronné le 9 avril, dans les ruines historiques de Chichen Itza. C'est un journal de Washington même qui nous l'apprend, et le sénateur du Michigan est doublement coupable de n'avoir pas signalé cette monarchie à peau rouge, qui menace de surgir à la porte même des Etats-Unis.

Mais ne jouons pas avec le sang et les larmes, ne rions pas de ces féroces vainqueurs, qui, à l'heure qu'il est, entonnent peut-être le chant du massacre sur les ruines fumantes de la dernière ville espagnole de l'Yucatan. Etonnons nous plutôt de ce que le sénat des Etats-Unis, de ce que le président de cette république qui aspire au titre glorieux de protectrice de l'Amérique, n'aient pas mieux compris le rôle et les devoirs que leur imposait la situation. Eh quoi ! une population au désespoir vous appelle à son secours, les Indiens sont à un jour de marche de Merida, et vous vous préoccupez des desseins de l'Angleterre ! et vous cherchez des formules sophistiques à vos idées d'annexion. C'est votre humanité qu'on invoque, et votre ambition seule répond : au lieu de tendre à l'Yucatan une main amie, vous ne songez qu'à l'étreindre dans votre serre conquérante, et pour cela vous affectez de voir dans une guerre d'extermination, dans une lutte de la barbarie contre la civilisation, une question d'intervention ordinaire !

(*Du Journal de Québec.*)

Nous publions aujourd'hui la première partie d'un second manifeste de M. Papineau, ou d'une conversation qu'il dit avoir eu lieu entre lui et une députation d'Irlandais le priant de présider leur assemblée. Tout lecteur, en lisant de sang-froid ce nouveau manifeste, jugera si avec de pareilles idées l'avenir du pays est en sûreté. Une haine profonde et des paroles de vengeances constituent ce long écrit. Il est évident que M. Papineau veut démolir l'administration que le pays a pris tant de temps à édifier. Il accuse de sentiments mercenaires des hommes (les ministres) que, dans son premier manifeste du mois de décembre, il préconisait de toute la puissance de sa parole. Nous comprenons bien sa pensée. Haine, haine profonde, haine éternelle à l'Angleterre ! . . Mais où va nous conduire cette haine, dont il voudrait imprégner comme en 1836 et 1837 la population du pays ? Au rappel de l'Union ou au conseil spécial ? Nous demandons au passé de répondre, et nous le demandons froidement, nous le demandons sans passion, sans haine pour un homme que nous admirons sincèrement, et que pour cela même nous regrettons voir s'abîmer dans les excès de sa pensée et de sa colère. Nous ne voulons pas en dire davantage, seulement nous désirons rectifier une erreur de faits qu'a commise M. Papineau dans sa réponse à la députation irlandaise. Il affirme que M. Aylwin était présent à l'assemblée de Québec en faveur du rappel de l'Union irlandaise, et qu'il y a même pris part, tandis qu'il n'en est rien du tout. M. Aylwin ne s'est trouvé présent qu'à l'assemblée convoquée dans le but de favoriser la colonisation des townships.

NOTRE DAME DE BON-SECOURS.

Comme nous l'annoncions vendredi, Montréal a été témoin dimanche dernier d'une grande solennité. La belle statue en bronze doré, représentant Notre-Dame de Bon-Secours, a été couronnée et transportée avec la plus grande pompe dans son sanctuaire, décoré pour l'occasion. Dès la veille, la statue avait été déposée sur un autel magnifiquement orné et qui se trouvait au milieu du chœur de l'église paroissiale de cette ville, et le soir l'église retentissait du chant si beau des litanies de la Ste. Vierge et de l'hymne, " Ave, Maris stella." Le lendemain dimanche, la cérémonie du couronnement commença dès huit heures et demie, en présence d'une foule de pieux fidèles qui se pressaient dans l'enceinte du temple ; pour être témoins de cette grande solennité. Nous ne suivrons pas la cérémonie dans tous ses détails, ce serait trop long et peut être peu facile à faire. Disons cependant que l'on remarquait au chœur trois évêques, NN. SS. Bourget, Gaulin et Prince, entouré de chanoines et un clergé nombreux venu des paroisses environnantes.

Avant la bénédiction de la couronne de la Statue, les marguilliers du banc se sont rendus au bénitier du chœur, et y ont passé l'acte suivant relatif à la couronne de la Vierge :

Nous, soussignés, curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Ville-Marie ou Montréal, reconnaissons, par les présentes, conformément aux prescriptions de la Ste. Eglise Romaine, a garder religieusement, dans la chapelle de N. Dame de Bon-Secours, la Statue de bronze doré, dont Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Montréal a fait don à la dite chapelle, pour l'acquit du vœu fait par icelle le 13 août dernier, et qu'en vertu d'un bref du Souverain Pontife, en date du 14 mars de l'année dernière, il a couronné aujourd'hui dans cette église paroissiale, en mémoire et reconnaissance de la faveur obtenue à cette ville par l'entremise de la glorieuse V. Marie, d'avoir été préservée du typhus dont elle était sérieusement menacée l'été dernier ; et qui devra remplacer la statue de la dite chapelle de N. D. de Bon-Secours, qu'une main sacrilège dérobe en 1831. Fait et passé à Montréal dans l'église de N. D. de dit Montréal, le 21 mai 1848, et signé double, savoir au registre de l'évêché et à celui de la fabrique

P. BILLAUDÈLE, Ptre. Curé.

Signés, C. FAY, Prêtre.

D. MASSON } MARGUILLIERS.
L. BOYER. }

Après quoi, S. G. Mgr de Montréal a procédé à la bénédiction de cette couronne qui avait été déposée sur un magnifique coussin d'argent, et ensuite a célébré pontificalement la grand'messe.

Après la messe, l'évêque s'est rendu, à son siége, s'est revêtu de la chappe et a couronné la Vierge. Pendant cette cérémonie, toutes les cloches de la ville ont été mises en branle comme elles l'avaient été les trois soirs précédents, à après quelques prières, l'église a retenti du chant d'actions de grâces : " Te Deum laudamus etc." Après quoi, l'on a récité le De profundis et autres prières pour les morts, et la cérémonie du matin a été terminée ; il était midi et un quart.

A l'office de l'après-midi, après les vêpres chantées par l'évêque, l'on a procédé à la translation de la statue. La procession s'est dirigée par la Rue St. Joseph et la Rue St. Paul jusqu'à l'Hôtel-Dieu, où elle a fait une pause. Puis elle s'est remise en marche et s'est rendue à l'église de Bon-Secours, à la porte de laquelle l'évêque a donné avec la statue la bénédiction à la ville et au diocèse. Pendant ce temps, l'on hissait le pavillon de Bon-Secours, et toutes les cloches de la ville annonçait que la statue de la Vierge était rendue à sa destination. Après quoi, la procession s'est remise en marche, et passant par les rues Bon-Secours et Notre-Dame, s'est rendue à l'église paroissiale, où l'on a chanté le salut et donné la bénédiction du Très-Saint Sacrement.

Nous ne ferons aucuns commentaires ni aucune réflexion au sujet de cette imposante cérémonie. Chacun doit comprendre tout ce qu'elle avait de beau, de grand et de solennel ! Ajoutons que malgré une légère averse de pluie la procession a été faite dans le plus grand ordre et au milieu du plus grand silence. Comme le remarque un de nos correspondants, nos frères séparés se sont fort bien montrés en cette occasion, et ont fait voir qu'ils savent laisser aux autres la liberté religieuse. Comme on le pense bien, le concours des fidèles était immense ; plus de la moitié de la population s'était donnée rendez-vous sur le passage de la procession, dont voici l'ordre :

1°. Société de Tempérance des Irlandais. 2°. Pompiers 3°. Société de Tempérance des Canadiens. 4°. Société de Saint Vincent. 5°. Congrégation des demoiselles. 6°. Dames de la Ste. Famille. 7°. Srs. de Miséricorde. 8°. Srs. de la Providence. 9°. Srs. Grises. 10°. Srs. de la Congrégation. 11°. Frères des Ecoles Chrétiennes. 12°. Collége. 13°. Clergé. 14°. Le brancard. 15°. Les Marguilliers, Autorités Civiles et les Fidèles.

L'ASTORIA.—Nous apprenons que le navire "Astoria" est naufragé sur la côte de Gaspé. Plusieurs marchands de Québec vont fortement souffrir par ce naufrage.